



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMONDIS FRANCE SAS

9 rue Alexandre Dreux
parc industriel du Fürst
57730 Folschviller

Références : FOLSCHVILLER_REMONDIS_2024-12-17_RAPVI_MCB_00758
Code AIOT : 0006201232

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement REMONDIS FRANCE SAS implanté 9 rue Alexandre Dreux parc industriel du Fürst 57730 FOLSCHVILLER. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 novembre 2024 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS FRANCE SAS
- 9 rue Alexandre Dreux parc industriel du Fürst 57730 FOLSCHVILLER
- Code AIOT : 0006201232
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMONDIS à Folschviller est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 modifié à exploiter une installation de transit, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, articles 4.3.7 (partiel), 4.3.11 (partiel) et 10.2.2 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Analyse des PFAS dans les	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, articles 3 et 4	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rejets aqueux	(partiel)		
6	Mesures triennales de bruit	Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, articles 6.2.1, 6.2.3 et 10.2.4 (partiel)	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 4.2.2	Sans objet
3	Entretien du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 4.3.13 (partiel)	Sans objet
7	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 3.1 point I (partiel)	Sans objet
8	Registre déchets entrants et sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2	Sans objet
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 26/01/2015, article 2.1.3 (partiel)	Sans objet
10	Stockage des bouteilles de gaz pour l'alimentation du chariot élévateur	Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 9.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 12 novembre 2024 la nécessité de transmettre à l'inspection des installations classées :

- l'autorisation de déversement des eaux dans le réseau de la zone industrielle (cf. point de contrôle n°2) ;
- l'exutoire du réseau de la zone industrielle (cf. point de contrôle n°2) ;
- la liste mise à jour des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'installation ainsi que les substances PFAS produites par dégradation (cf. point de contrôle n°4) ;
- les substances PFAS contenues dans les additifs des extincteurs qui sont actuellement utilisés sur le site et qui vont être remplacés (cf. point de contrôle n°4) ;
- la fiche d'identification du déchet (FID) mise à jour (cf. point de contrôle n°4) ;
- la synthèse des analyses de caractérisation des déchets réceptionnés sur les paramètres PFOS, le PFOA et le PFHxS (cf. point de contrôle n°4) ;
- les résultats des 3 nouvelles campagnes d'analyse des AOF et PFAS dans les rejets aqueux (cf. point de contrôle n°5) ;
- la justification de la pertinence du point retenu en ZER dans le cadre de la mesure acoustique (cf. point de contrôle n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : " Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (datés), notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)."
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'exploitant a présenté le plan des réseaux établi le 16 septembre 2020 et l'inspection des installations classées a constaté, par sondage, la cohérence des données mentionnées sur le plan et celles présentes le terrain (bassins, regards, séparateur à hydrocarbures,). Il ressort de ce plan : <ul style="list-style-type: none">• l'absence de légende ;• l'absence d'identification des secteurs collectés (et ceux infiltrés) ;• l'absence d'indication du sens d'écoulement ;• l'absence d'identification du réseau d'alimentation en eau potable, du réseau d'eaux pluviales de voirie, du réseau d'eaux pluviales de toiture, du réseau d'eaux usées ;• l'absence de localisation de l'obturateur en aval du séparateur à hydrocarbures, des compteurs, du point de prélèvement, du point de rejet,• l'absence d'identification du pompage ponctuel des eaux pluviales dans les bassins de rétention avec envoi vers un des regards d'eaux pluviales de voiries. Par courriel du 19 novembre 2024, l'exploitant a transmis le plan des réseaux mis à jour le 13 novembre 2024 avec l'ensemble des éléments requis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, articles 4.3.7 (partiel), 4.3.11 (partiel) et 10.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.7 (partiel)</u> "[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : < 30°C ;• pH : compris entre 5,5 et 8,5."
<u>Article 4.3.11 (partiel)</u> "[...] Les eaux pluviales de voirie sont collectées par un réseau interne rejoignant, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures, le réseau des eaux pluviales du Parc Industriel. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le réseau des eaux pluviales du Parc Industriel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none">• DCO < 300 mg/l et 100 kg/j ;• DBO₅ < 100 mg/l et 15 kg/j ;• Matières en suspension totales < 100 mg/l et 15 kg/j ;• Hydrocarbures totaux < 10 mg/l. [...]"

Article 10.2.2 (partiel)

"L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé, au moins une fois par an, un contrôle des eaux pluviales de voirie en sortie de séparateur d'hydrocarbures et avant rejet dans le réseau d'eau pluvial du Parc Industriel du Fürst, selon les paramètres fixés à l'article 4.3.11.

[...]

Les résultats de mesures seront transmis, dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation, à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires de l'exploitant sur le respect des normes fixées. En cas de dépassement, les causes seront indiquées ainsi que les mesures prises ou envisagées pour la mise en conformité."

Point X de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019

"Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement."

Constats :

Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté :

- la transmission annuelle des résultats d'analyse du 27 novembre 2023 et 25 janvier 2022 via l'application GIDAF ;
- l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral ;
- le bordereau d'analyse WESSLING du 27 novembre 2023 qui précise que le prélèvement est réalisé par WESSLING ;
- le bordereau d'analyse EUROFINs du 25 janvier 2022 qui précise que le prélèvement est réalisé par l'exploitant.

L'exploitant a indiqué que :

- le prélèvement est réalisé en aval du séparateur à hydrocarbures au niveau du regard

(représentatif du mélange eaux pluviales de voiries et eaux pluviales de toiture), ce qui correspond à ce qui est rejeté dans le réseau de la zone industrielle ; <ul style="list-style-type: none"> le prochain prélèvement/analyse est prévu avant fin 2024 par WESSLING (présentation du bon de commande signé du 8 novembre 2024) ; ne pas connaître l'exutoire du réseau de la zone industrielle ; ne pas disposer de l'autorisation de déversement dans le réseau de la zone industrielle malgré la demande écrite formulée le 21 avril 2015 au SIA des 3 vallées. Par courriel du 19 novembre 2024, l'exploitant a transmis l'agrément du laboratoire WESSLING. Il a indiqué être en attente de la date d'intervention pour le prélèvement et l'analyse par WESSLING. Il a transmis le courriel de prise de contact avec la CASAS, gestionnaire du réseau de la zone industrielle, afin d'obtenir la demande d'autorisation de déversement et de connaître l'exutoire de ce réseau. Sans ces éléments (autorisation de déversement, exutoire du réseau de la zone industrielle), il n'est pas possible de vérifier la conformité au point X de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 1 mois à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> l'autorisation de déversement des eaux dans le réseau de la zone industrielle ; l'exutoire du réseau de la zone industrielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entretien du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 4.3.13 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : "[...] Les bacs débourbeurs des séparateurs d'hydrocarbures du site font l'objet de contrôles fréquents de leur niveau de remplissage et de curages réguliers pour pallier tout débordement ou infiltration préjudiciable à la qualité du milieu naturel. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus [...] a minima une fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée."
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'exploitant a présenté les justificatifs : <ul style="list-style-type: none"> de nettoyage du séparateur à hydrocarbures et d'évacuation des déchets <ul style="list-style-type: none"> le 9 octobre 2023 par Malézieux ; le 5 septembre 2022 par Remondis Sarrelouis ; de contrôle du bon fonctionnement de l'obturateur PFS 22,5 par TELESTOP le 4 septembre 2023 et le 11 septembre 2024. L'exploitant a présenté le mail de confirmation du 8 novembre 2024 de l'intervention de Malézieux le 19 novembre 2024 pour le nettoyage du séparateur à hydrocarbures. L'inspection des installations classées a également constaté sur le terrain : <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un séparateur à hydrocarbures rempli d'eau mélangée avec des hydrocarbures ; la présence de boues au niveau du regard en aval du séparateur à hydrocarbures ; la présence de l'obturateur en aval du séparateur à hydrocarbures et du bouton manuel permettant d'actionner l'obturateur. Par courriels des 19 et 20 novembre 2024, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none"> les justificatifs du nettoyage par Malézieux du séparateur à hydrocarbures 19 novembre 2024 et de l'évacuation des déchets issus de ce nettoyage ; le tableau de suivi du contrôle mensuel en interne du remplissage du séparateur à hydrocarbures mis en place en novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 2 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2023</u> "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées."
<u>Article L.541-7-1 (partiel) du code de l'environnement</u> "Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles. [...]"
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Par courriel des 19 et 26 novembre 2024, l'exploitant a transmis une liste des déchets réceptionnés sur le site susceptibles de contenir des PFAS (déchets pâteux, chiffons souillés, emballages souillés vides, toner et encre d'impression) sans lister les substances PFAS. Il précise également : <ul style="list-style-type: none"> • avoir contacté, sans succès, les producteurs des déchets pour établir la liste des substances PFAS contenues dans les déchets réceptionnés ; • que les extincteurs "eau +additifs" utilisés contiennent des PFAS sans plus de précision. Par courriel du 26 novembre 2024, l'exploitant a transmis le bon de commande signé du 25 novembre 2024 pour le remplacement des 2 extincteurs par des extincteurs "eau+additifs sans fluor". L'exploitant s'est par ailleurs engagé à réviser la fiche d'identification du déchet (FID) afin de caractériser le déchet par le client et de formaliser si le déchet contient les 3 substances perfluorées (PFOS, PFOA, PFHxS) visés par le règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> • la liste mise à jour des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'installation ainsi que les substances PFAS produites par dégradation ; • les substances PFAS contenues dans les additifs des extincteurs qui sont actuellement utilisés sur le site et qui vont être remplacés ; • la fiche d'identification du déchet (FID) mise à jour ; • la synthèse des analyses de caractérisation des déchets réceptionnés sur les paramètres PFOS, le PFOA et le PFHxS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Analyse des PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2023, articles 3 et 4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 3</u> "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [tableau non reproduit]
 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : [tableau non reproduit]"

Article 4 (partiel)

I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
[...] 2790	3 mois
[...]	6 mois
2791 [...]	9 mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial. III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. IV. - Pour les installations ayant fait l'objet d'analyses de substances PFAS dans leurs rejets aqueux avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le préfet peut adapter les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les campagnes d'analyse définies à l'article 3. Il vérifie que les analyses menées permettent d'obtenir des résultats représentatifs de l'activité de l'établissement et qu'elles ont été réalisées selon les conditions fixées au I."

Constats :

Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées constaté :

- la réalisation de 3 campagnes de prélèvement et d'analyse des 28 PFAS par WESSLING sur les eaux pluviales les 2/11/2023, 20/12/2023 et 25/01/2024 (prélèvement ponctuel)
- la transmission des résultats via l'application GIDAF
- l'absence d'analyse du paramètre AOF lors des 3 campagnes
- la présence d'une substance (PFOS) quantifiée lors de 2 des 3 analyses (0,011 µg/L et 0,037 µg/L).

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer l'origine potentielle des PFOS mesurées.

Par courriel du 19 novembre 2024, l'exploitant a transmis le bon commande signé du 19 novembre 2024 pour la réalisation de 3 nouvelles campagnes de mesure des AOF et des 28 PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre au fur et à mesure via l'application GIDAF à l'inspection des installations classées les résultats des 3 nouvelles campagnes d'analyse des AOF et PFAS dans les rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Mesures triennales de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, articles 6.2.1, 6.2.3 et 10.2.4 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1 - Valeurs Limites en limite de propriété

"Les niveaux limites de bruit ne devront pas excéder en limite de propriété, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite).

Emplacement	Période allant de 7h00 à 22h00 jours ouvrables Niveau sonore admissible	Période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que dimanches et jours fériés Niveau sonore admissible
Limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 6.2.2 - Valeurs Limites d'Emergence

"Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Article 10.2.4 Surveillance des niveaux sonores

"Une mesure de la situation acoustique est effectuée, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations [...] puis tous les cinq ans, par un organisme ou une personne

qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration."
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle diurne et nocturne des niveaux de bruit en limite de propriété (2 points) et en zone à émergence réglementée (1 point au niveau des habitations) du 26 janvier 2021 par VENATHEC. L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la pertinence des points de mesure au regard de la définition d'une zone à émergence réglementée et de l'environnement du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier la localisation du point de mesure en ZER retenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 3.1 point I (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : "I. - Gestion des flux de déchets L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets : [...] e- Capacité de stockage appropriée Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none"> la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé. [...]"
<u>Dossier de réexamen IED du 23 juin 220 complété le 7 janvier 2021</u>
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté, par sondage, via l'outil MKGT : <ul style="list-style-type: none"> l'évacuation régulière des déchets ; le respect des temps de séjour maximal pour les déchets liquides (2 mois) et les autres déchets (3 mois) sur lesquels s'est engagé l'exploitant dans son dossier de réexamen du 23 juin 2020 complété le 7 janvier 2021. L'exploitant a indiqué que l'activité de broyage des contenants vides souillés et des matériaux souillés (chiffons,) était très ponctuelle ; la dernière opération a eu lieu fin septembre 2024. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de benne remplie d'emballages souillés broyés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 1</u> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a)

Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée."

Article 2

"Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée."
<p>Constats : Le registre des déchets entrants et le registre des déchets sortants consultés par sondage comportent les éléments requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/01/2015, article 2.1.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015</u> "L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de l'ensemble des produits présents sur le site, auquel est annexé un plan général de l'ensemble des stockages (produits dangereux ou non). Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...] Il devra faire ressortir aisément les stockages correspondant à des produits dangereux (inflammables, explosifs ou réagissant au contact de l'eau)."</p> <p><u>Article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2013</u> "Traçabilité. Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. [...]."</p> <p><u>Article 13 (partiel) de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2013</u> "Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, [...] Article 10 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025"</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> réaliser mensuellement un état des stocks ; travailler depuis 2 ans avec le fournisseur du logiciel de suivi des déchets MKGT ; s'engager à mettre en place en interne un suivi manuel journalier avec les bons de pesée à compter du 1 janvier 2025, date d'application de la nouvelle obligation réglementaire. <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan des zones de stockage de déchets sur le site, qui ne précise pas les caractéristiques inflammables, explosives ou réagissant avec l'eau ; le dernier état mensuel des stocks établi au 31/10/2024 ; le logiciel de suivi des déchets MKGT.

Par courriel du 19 novembre 2024, l'exploitant a transmis le plan des zones de stockage mis à jour avec les éléments requis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des bouteilles de gaz pour l'alimentation du chariot élévateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2015, article 9.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les bouteilles de gaz pour l'alimentation du chariot élévateur seront stockées dans un casier spécifique adapté. La quantité maximale de bouteilles de 13 kg ne dépassera pas 12. Les bouteilles devront être attachées debout [...]"</p> <p><u>Etude de dangers du 19 juin 2012</u></p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que 11 bouteilles de gaz vides et pleines sont entreposées à l'extérieur sur une zone enherbée au sein d'un cadre métallique dédié au Nord-Ouest du site. Cette implantation n'est pas conforme à l'implantation prévue dans l'étude de dangers du 19 juin 2012 où il est indiqué que les bouteilles de propane seront repositionnées sur l'aire macadamisée située à l'angle nord-est du site, en dehors des effets dominos de l'incendie et des palettes et de l'incendie du hall.</p> <p>La zone de stockage des bouteilles de gaz prévue dans l'étude de dangers est située en dehors des zones d'effets thermiques en cas d'incendie du hall. Elle n'a pas été retenue par l'exploitant car elle est située sur une zone non exploitée, à l'extérieur de la zone clôturée du site.</p> <p>Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis le plan et les photographies justifiant du déplacement du stockage des 11 bouteilles de gaz sur une zone en enrobé située au Nord-Est du site, sur une zone située en dehors de la zone d'effets thermiques dominos (8 kW/m²) en cas d'incendie du hall et à plus de 4 m du stockage de palettes en bois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite